

16 mai 2024

Déclaration du réseau des femmes en migration :

**Le WIMN demande un cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza
et la fin de l'occupation**

Le [réseau Women in Migration Network](#) (Women in Migration Network/WIMN) appelle à un cessez-le-feu immédiat et permanent à Gaza, à la cessation du financement militaire d'Israël et à la fin de l'occupation de la Palestine. Nous condamnons les attaques aveugles contre les civils, la destruction généralisée des infrastructures et de l'environnement, les déplacements massifs forcés et le blocus de l'aide humanitaire essentielle—des crimes que la [Cour internationale de justice](#) a qualifiés de "plausibles d'intention de commettre un génocide".

Six mois après le début de l'assaut sur Gaza, la situation est désastreuse : plus de 35 000 femmes, hommes et enfants ont été tués et de nombreux autres ont été gravement blessés par les bombardements israéliens. La découverte récente de [fosses communes](#) dans les hôpitaux Nasser et Al-Shifa indique la possibilité de crimes contre l'humanité, les victimes, y compris des enfants, portant des traces de membres ligotés et de torture.

70 % des [infrastructures](#) de Gaza ont été détruites et 85 % de la population de Gaza—[1,9 million de civils](#) - ont été [déplacés de force](#) par les opérations militaires israéliennes. Israël a délibérément pris [pour cible les](#) hôpitaux, avec plus de [800](#) attaques documentées contre des établissements de santé et des centaines de travailleurs de la santé et de jeunes volontaires tués ou détenus. Les fournitures médicales vitales ont été restreintes. Le blocus de l'aide humanitaire, notamment des denrées alimentaires et des fournitures médicales, a exacerbé la crise et mis en péril d'innombrables vies. Gaza est aujourd'hui confrontée à une [famine](#) généralisée, avec des taux de malnutrition aiguë qui montent en flèche, en particulier parmi les groupes vulnérables comme les personnes âgées et les enfants de moins de cinq ans. La dévastation des infrastructures et de l'environnement due aux bombardements aura des conséquences supplémentaires à long terme sur la subsistance humaine à Gaza.

Israël a systématiquement pris pour cible les journalistes qui relatent le génocide. Au moins 97 journalistes et professionnels des médias ont été tués depuis octobre, selon le [Committee to Project Journalists](#). Ces efforts pour étouffer la liberté d'expression se sont répercutés à l'échelle mondiale

(suite à la page suivante)

dans la répression brutale des manifestations non violentes et de la liberté académique, en particulier en Europe et aux États-Unis.

La violence d'État, les politiques économiques inéquitables, le racisme et les pratiques néfastes en matière d'environnement et de travail sont inextricablement liés aux systèmes patriarcaux. Les femmes palestiniennes sont les premières à s'occuper des enfants et elles ont dû assumer un fardeau supplémentaire avec la détention et l'assassinat massifs des hommes palestiniens. Elles s'efforcent de s'occuper de leurs enfants tout en cherchant de la nourriture, un abri et la sécurité dans un contexte de ressources limitées et de violence omniprésente. La santé des femmes a souffert des attaques israéliennes contre les infrastructures vitales et du blocus des produits de première nécessité, qui a conduit à un accès limité aux toilettes publiques et à un manque d'eau et de produits d'hygiène, y compris de produits menstruels. Les [femmes enceintes](#) "luttent pour trouver une sécurité et une alimentation de base, sans parler des soins prénataux".

La crise à Gaza n'affecte pas seulement les déplacés de Gaza, mais aussi les travailleurs migrants en Israël qui travaillent dans des conditions dangereuses. Les travailleurs palestiniens sont remplacés par des travailleurs migrants dans le cadre d'accords bilatéraux - qui ne protègent pas nécessairement les droits de l'homme et les droits des travailleurs - avec des pays tels que l'Ouzbékistan, l'Inde, le Sri Lanka et l'Équateur. [En 2022](#), Israël comptait 112 000 travailleurs palestiniens et 105 000 travailleurs étrangers temporaires.

L'érosion du droit international et des normes en matière de droits de l'homme, tant en Israël qu'à l'étranger, est alarmante. En tant qu'organisation de défense des droits de la femme, nous défendons des politiques féministes qui s'attaquent aux causes profondes des conflits et des déplacements de population et qui prônent un engagement égalitaire en faveur de la paix et de la justice pour tous. Nous nous faisons l'écho de l'appel lancé par les [experts des Nations unies en matière de droits de l'homme](#) à mettre fin au financement militaire d'Israël et à demander des comptes par le biais d'enquêtes indépendantes sur les crimes de guerre présumés ; à soutenir des efforts d'aide humanitaire robustes et à respecter les engagements de financement de l'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient ([UNRWA](#)) ; et à soutenir une paix durable par la réalisation de l'autodétermination des Palestiniens et la fin de l'occupation.

* * * * *

Il s'agit d'une déclaration du Réseau Femmes et migration, confirmée par son conseil d'administration, dont les membres siègent à titre individuel et non en tant que représentants d'organisations. Les déclarations du Réseau Femmes et migration ne reflètent pas nécessairement les positions de ses organisations membres.

www.womeninmigration.org

Traduction de l'anglais vers le français par DeepL.com